

Réseau mondial des projets sur le travail du sexe

Rapport annuel 2012

Le NSWP:

Le Réseau mondial des projets sur le travail du sexe (NSWP) est une organisation de membres dont l'objectif est de permettre aux travailleurSEs du sexe du Nord et du Sud d'être entenduEs. Le règlement et la culture du NSWP permettent de garantir que la direction de l'organisation soit assurée par des travailleurSEs du sexe et nous nous assurons que ces dernières soient impliquées de façon significative à tous les niveaux du NSWP. Les membres du NSWP se composent de réseaux régionaux et d'organisations de travailleurSEs du sexe du monde entier. Afin de devenir membre, une organisation doit accepter les objectifs du NSWP et s'engager à respecter ses valeurs fondamentales:

- La reconnaissance du travail du sexe comme un travail.
- L'opposition à toutes les formes de criminalisations et à toute autre oppression judiciaire du travail du sexe (y compris vis-à-vis des travailleurSEs du sexe, des clients, tierces parties, familles, partenaires et amiEs).
- Le soutien à l'auto-organisation et à l'auto-détermination des travailleurSEs du sexe.

Le terme « **tierces parties** » comprend les employeurs, les tenanciers de « bordels », les réceptionnistes, les aides, les chauffeurs, les propriétaires, les hôtels qui louent des chambres aux travailleurSEs du sexe et qui que ce soit qui facilite le travail du sexe.

Les organisations membres sont issues de cultures et de contextes variés et les histoires de leurs organisations sont aussi différentes. La plupart sont des groupes de travailleurSEs du sexe, certaines sont de petites ONG, d'autres sont des projets au sein d'organisations gouvernementales ou d'ONG internationales. Certaines dispensent des services, certaines se concentrent sur les actions de plaidoyer et d'autres se mobilisent pour s'attaquer aux questions des droits humains et de la vulnérabilité des travailleurSEs du sexe qui mettent en danger leur santé et leur bien-être. Certaines organisations membres travaillent avec des populations de tous les genres, certaines travaillent avec des femmes, des hommes ou des personnes transgenres seulement. Un certain nombre d'organisations membres travaille avec les enfants de travailleurSEs du sexe.

Le NSWP a pour objectif de faire prendre conscience des besoins de santé et de bien-être des travailleurSEs du sexe à un niveau global et de plaider au niveau régional et mondial pour des politiques et des actions qui renforcent les droits fondamentaux des travailleurSEs du sexe tels que le droit à la santé et le droit de travailler en toute sécurité sans avoir à subir d'abus, de violences et de discriminations. Le NSWP existe pour créer et maintenir des liens solides à l'intérieur et entre les réseaux régionaux existant en Asie-Pacifique, en Europe (y compris l'Europe de l'Est, l'Europe centrale et l'Asie centrale), en Afrique et en Amérique latine, en Amérique du Nord et dans les Caraïbes, et dans d'autres parties du monde ne faisant pas partie de réseaux actuels.

Le conseil d'administration de 2012 :

Président: Andrew Hunter (APNSW, Thaïlande) ;

Afrique : Housnatou Tembely (DANAYA-SO, Mali) et John Mathenge (HOYMAS, Kenya) ;

Asie-Pacifique : Khartini Slamah (APNSW, Malaisie) et Kaythi Win (APNSW, Myanmar) ;

Europe : Mariann Bodzsar (SWAN, Hongrie) et Pye Jakobsson (Rose Alliance, Suède) ;

Amérique latine : Alejandra Gil (APROASE, Mexique) et Angela Villon Bustamante (Mouvement des travailleurSEs du sexe du Pérou, Pérou) ;

Amérique du Nord et Caraïbes : Elya Durisin (Maggie's, Canada) et Cracey Fernandes (Coalition des travailleurSEs du sexe de Guyane, Guyane).

Les nouveaux membres du conseil d'administration ont été nommés en décembre 2012. Tous les membres du conseil d'administration actuel sont des travailleurSEs du sexe dont deux qui vivent ouvertement avec le VIH.

Le NSWP souhaiterait aussi remercier les membres du conseil d'administration ci-dessous qui ont laissé leur place en cours d'année ;

- Kyomya Macklean (Afrique)
- Thierry Schaffauser (Europe)
- Jenn Clamen (Amérique du Nord et Caraïbes)

Les thèmes du plaidoyer du NSWP au niveau global pour l'année 2012 sont :

- Plaider en faveur de l'accès universel aux services de santé pour les femmes, les hommes et les personnes transgenres travailleurSEs du sexe, tels que les soins de santé primaires, les services de santé sexuelle et reproductive et liés au VIH ;
- S'opposer aux atteintes aux droits humains, tels que les programmes coercitifs, le dépistage obligatoire, les descentes de police et la réhabilitation forcée ;
- Dénoncer la stigmatisation des travailleurSEs du sexe et les discriminations qu'elles, leur famille, leurs partenaires et quiconque impliqué dans le travail du sexe subissent ;
- S'opposer à la criminalisation et autre oppression judiciaire du travail sexuel et soutenir sa reconnaissance comme travail ;
- Dénoncer la violence contre les travailleurSEs du sexe, y compris la violence de la police, des institutions, des clients et partenaires intimes, tout en contestant le mythe selon lequel le travail du sexe est en soi une violence contre les femmes ;

- Critiquer le paradigme sur la traite humaine qui mélange les représentations du travail sexuel, de la migration, et de la mobilité ; et
- Plaider en faveur de l'émancipation économique et de l'inclusion sociale des travailleurSEs du sexe en tant que travailleuses.

L'année 2012

2012 a été une année excitante pour le NSWP, avec de nombreuses nouvelles opportunités mais aussi des menaces supplémentaires pour les droits des travailleurSEs du sexe dans le monde entier. Le NSWP a pu, grâce à ses financements, maintenir et développer son rôle en tant que réseau mondial et son engagement dans la réalisation des droits humains des travailleurSEs du sexe, investir pour rendre les travailleurSEs du sexe plus fortes et renforcer leurs capacités, et participer aux dialogues et aux espaces qui permettent de faire la promotion des droits ainsi que des politiques fondées sur les faits et des programmes qui concernent les travailleurSEs du sexe dans le monde entier. Cette année a compté de nombreux moments marquants pour le NSWP et ses membres, notamment l'organisation d'une alternative à la Conférence internationale sur le SIDA, l'emploi de trois Chargés de mission au niveau international et la publication du 13ème numéro de *Research for Sex Work*. Le NSWP a également pris part à une série d'activités en lien avec les trois objectifs annuels ;

- s'organiser et développer plus avant les accomplissements du NSWP en tant que réseau mondial luttant pour la réalisation des droits humains des travailleurSEs du sexe ;
- renforcer la capacité des réseaux et des organisations dirigés par des travailleurSEs du sexe et soutenir les leaders des travailleurSEs du sexe émergents ;
- promouvoir les droits ainsi que les politiques fondées sur les faits et les programmes qui concernent les travailleurSEs du sexe.

MOMENTS MARQUANTS

Moments marquant 1 : La Conférence internationale sur le SIDA de 2012

Le *Sex Worker Freedom Festival* (SWFF) est un événement pour les travailleurSEs du sexe et leurs alliés en alternative à la Conférence internationale sur le SIDA de 2012 qui a eu lieu à Kolkata en Inde du 21 au 26 juillet 2012. Le SWFF était un événement officiel de la Conférence internationale sur le SIDA de 2012 qui se tenait au même moment. Il était soutenu par l'*Open Society Foundation* (Programme sur les droits et la santé sexuelle), l'*American Jewish World Service* (AJWS), le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas, le FNUAP, HIVOS, Aids fonds et le secrétariat de la Conférence sur le SIDA de 2012.

Il est désormais accepté, sur la scène internationale, que les travailleurSEs du sexe et les usagers de drogues sont des partenaires cruciaux dans la lutte pour mettre fin à l'épidémie du VIH ; pourtant les restrictions de voyage imposées à ces groupes ont eu pour conséquence que de nombreux/euses

travailleurSEs du sexe et usagers de drogues n'ont pas pu ou voulu se rendre à la Conférence internationale sur le SIDA qui s'est tenu à Washington en 2012. Le *Sex Worker Freedom Festival* s'est donc tenu en alternative, pour les travailleurSEs du sexe et nos alliés en protestation de notre exclusion et pour que les voix des excluEs soient entenduEs à Washington. Malgré un décalage horaire de 9.5 heures, une connexion vidéo entre Kolkata et Washington permettait d'assister aux conférences et aux activités communautaires qui se tenaient à Washington ce qui a permis aux travailleurSEs du sexe et aux usagers de drogues d'être entenduEs à la Conférence sur le SIDA de 2012.

Le président du NSWP, Andrew Hunter, a déclaré "maintenant que les États-Unis mènent la lutte pour le droit à l'égalité des lesbiennes, gays et personnes transgenres, nous sommes extrêmement déçus de voir qu'ils refusent de revoir les restrictions imposées aux travailleurSEs du sexe et refusent de reconnaître que nous sommes des êtres humains avec des droits élémentaires."

Le festival s'est concentré sur sept libertés auxquelles ont droit les travailleurSEs du sexe pour pouvoir accéder aux droits fondamentaux que nous méritons :

- La liberté de s'associer et de se syndicaliser ;
- La liberté d'être protégé par la loi ;
- La liberté de vivre sans abus ni violence ;
- La liberté de ne pas être stigmatisés ou discriminés ;

- La liberté d'accès à des services de santé de qualité ;
- La liberté de mouvement et de migration ; et
- La liberté de travailler et de choisir une profession.

Plus de 650 représentantEs de collectifs de travailleurSEs du sexe et d'alliéEs du monde entier se sont retrouvéEs pour le SWFF (premier évènement officiel à se tenir en parallèle avec la Conférence internationale sur le SIDA) organisé et co-organisé respectivement par le comité de Durbar Mahila Samanwaya, le Réseau mondial des projets sur le travail du sexe (NSWP) et par le Réseau des travailleurs du sexe d'Inde (AINSW).

La Coordinatrice mondiale, Ruth Morgan Thomas, a déclaré "Il est primordial que les travailleurSEs du sexe puissent s'organiser pour mettre fin à l'épidémie du VIH ; pourtant le gouvernement des États-Unis, par l'intermédiaire de "l'engagement anti-prostitution" inclut dans tous les contrats de l'USAID, interdit que les organisations qui sont dirigées par des travailleurSEs du sexe reçoivent des financements alors qu'il s'agit de la stratégie de prévention contre le VIH la plus efficace. "

Le *Sex Worker Freedom Festival* a été une opportunité rare pour des travailleurSEs du sexe des quatre coins du monde de se retrouver et partager des connaissances et des expériences et au final a représenté une plateforme partagée par les travailleurSEs du sexe pour s'unir contre les violations de droits humains et contre l'exclusion des programmes qui concernent directement la vie des travailleurSEs du sexe. Le festival comprenait des discours d'ouverture, des séances plénières, des présentations faites par des travailleurSEs du sexe, des évènements culturels et des ateliers, et des

formations pour apprendre à diffuser l'information militante qui ont permis aux participantEs de partager leur expérience de façon plus large grâce aux médias sociaux. Des discussions critiques ont eu lieu, notamment sur comment les travailleurSEs du sexe vivent les répercussions néfastes des campagnes anti-traite ainsi que les descentes de police et les opérations de sauvetage qui s'en suivent ; sur comment les travailleurSEs du sexe payent les frais de l'approche politique qui consiste à criminaliser les clients des travailleurSEs du sexe, une approche mise en œuvre en Suède et qui est devenue populaires auprès des politiques ces dernières années ; sur les problèmes qui concernent spécifiquement les hommes et les personnes trans travailleurSEs du sexe et qui sont souvent rendus invisibles dans les programmes et les politiques ; sur le besoin urgent de rejoindre ceux et celles qui militent au niveau international pour l'accès aux traitements et contre les accords de libre échanges et d'autres mesures qui empêchent les travailleurSEs du sexe séropositives d'avoir accès à des traitements acceptable et à prix abordable ; et dans l'ensemble sur la nécessité que les travailleurSEs travaillent ensemble pour exiger d'être impliquées à tous les niveaux des programmes de lutte contre le VIH afin de garantir que les pratiques abusives et coercitives ne soient pas acceptées. Les travailleurSEs du sexe ont exigéEs qu'elles ne soient plus vuEs comme le problème mais plutôt comme faisant partie de la solution pour mettre fin à l'épidémie du VIH/ sida. Des sessions spécifiques ont été organisées par les usagers de drogue pour discuter des obstacles similaires qui les empêchent d'avoir une réponse appropriée et efficace sur le problème du VIH. Ces sessions faisaient le parallèle entre l'expérience des usagers de drogues et des travailleurSEs du sexe ; deux groupes qui subissent la criminalisation, la stigmatisation, les discriminations, les violences policières et les détentions arbitraires dans les centres de réhabilitation et de détention. Les deux groupes rapportaient le manque de services appropriés concernant le VIH pour les populations clés affectées.

Le directeur exécutif de l'ONUSIDA, Michel Sibidé, dans un message adressé à la Conférence internationale sur le sida, a décrit le *Freedom Festival* comme "un merveilleux exemple de comment des personnes victimes de stigmatisations et de discriminations peuvent prendre la parole et le contrôle" et a ajouté qu' "un des obstacles à la réduction du VIH est la discrimination et la criminalisation systématique des travailleurSEs du sexe et des usagers de drogues... et il n'existe AUCUNE preuve qui suggère que de telles lois réduisent la demande de sexe ou (réduisent) le nombre de travailleurSEs du sexe."

Moments marquant 2 : Research for Sex Work

L'année 2012 a été l'année de la publication du 13ème numéro *Research for Sex Work*. *Research for Sex Work* est désormais publiée chaque année par le NSWP à l'intention des travailleurSEs du sexe, des militantEs, des professionnels de la santé, des chercheurs, du personnel des ONG et des décideurs politiques. Elle est régie par un comité éditorial composé de travailleurSEs du sexe, de chercheurs et de membres du personnel d'organisations de soutien. Chaque édition de *Research for Sex Work* est publiée en deux langues en partenariat avec un membre du NSWP et sous la direction d'un comité éditorial. Toutes les propositions sont examinées par des travailleurSEs du sexe ce qui en fait une revue réellement approuvée par des pairs qui sont des expertEs en ce qui concerne le travail du sexe. Le 13ème numéro de *Research for Sex Work* publié en Anglais et en Chinois s'intitulait « [VIH et travail du sexe: l'année 2012](#) ».

Moments marquant 3 : Nomination des Chargés de mission au niveau mondial

Grâce à des financements venant de l'Open Society Foundations (OSF) et du projet d'Aids Fonds, Bridging the Gaps (BtG), trois Chargés de mission du NSWP ont été employés en 2012 et chacunE a travaillé sur des domaines de priorité annuels spécifiques.

L'Open Society Foundations (OSF)

Grâce aux financements de l'OSF, un responsable Chargé de mission fût employé comme consultant sur le thème de "la recherche de consensus autour du travail du sexe, des droits humains et de la loi" avec la tâche d'entreprendre une consultation au niveau global et un projet de recherche de consensus. La consultation commença en juillet avec les participantEs du *Sex Worker Freedom Festival* : des ateliers furent organisés autour des sept libertés qui apparaissent dans la déclaration du SWFF afin d'identifier les problèmes pour lesquels on pourrait trouver un consensus grâce à une consultation au niveau mondial, et les enseignements tirés furent incorporés au processus de consultation. On demanda aux membres du NSWP de remplir une série de questionnaires qui avait été diffusés en utilisant certaines méthodes de communication notamment l'utilisation des "points focaux" dans chaque région qui aidait les membres à remplir les questionnaires. Les résultats de cette consultation globale furent utilisés pour développer une Déclaration de consensus du NSWP qui revendique des droits humains fondamentaux pour les travailleurSEs du sexe du monde entier. A la suite de cela, un document d'information fût rédigé partant de l'expérience des groupes membres avec les cadres législatifs et d'autres lois qui sont utilisées pour régler le travail du sexe et les travailleurSEs du sexe. Ces deux documents en sont à la dernière étape de conception et seront largement diffusés une fois finis.

Le programme *Bridging the Gaps*

En 2011 la demande d'adhésion du NSWP à *Bridging the Gaps* (BtG) fût acceptée. Il s'agit d'un projet de *Aids Fonds* qui investit dans les réseaux de populations clés affectées à un niveau international pour s'assurer d'une réponse plus cohésive et efficace à l'épidémie du VIH en se servant des connaissances et de l'expertise des communautés clés affectées. En tant que partenaire du programme, le NSWP a reçu du BtG des financements de base qui ont commencé en 2012 et qui ont contribué au renforcement des relations entre le NSWP et d'autres réseaux mondiaux qui travaillent pour la promotion des droits des groupes marginalisés considérés comme des communautés clés dans la lutte pour mettre fin à l'épidémie du VIH/ sida. Ces groupes comptaient notamment le Forum mondial sur les HSH et le VIH (MSMGF), le Réseau international des usagers de drogues (INPUD), le Réseau mondial pour et par les personnes vivant avec le VIH (GNP+) et la Coalition internationale pour la préparation au traitement (ITPC). Ces financements ont contribué au travail entrepris par le NSWP pour satisfaire les priorités annuelles de 2012. Avec cet argent, deux Chargés de mission au niveau mondial (plaidoyer et campagnes) furent recrutés en juillet 2012 pour travailler sur des domaines spécifiques de priorités annuelles.

La visibilité, les besoins et les droits des hommes et personnes transgenreS travailleurSEs du sexe

Le responsable chargé de mission pour les hommes et les personnes trans travailleurSEs du sexe fût employé en juin 2012 pour travailler sur le domaine de priorité annuelle concernant la visibilité

des besoins et des droits des hommes et des personnes transgenreS travailleurSEs du sexe. Des ateliers sur ce thème se sont tenus avec des hommes et des personnes trans travailleurSEs du sexe à Kolkata pendant le SWFF. Ces ateliers ont eu de très bons retours de la part des participants qui ont apprécié des espaces où les besoins et les droits des hommes et des personnes trans travailleurSEs du sexe pouvaient être discutés et partagés de façon ouverte et dont les enseignements pourraient servir au NSWP. Après le SWFF, un processus de consultation au niveau global chez les hommes et les personnes trans travailleurSEs du sexe fût organisé ; ce document est sur le point d'être fini d'être rédigé. Le Chargé de mission a aussi travaillé pour que soient pris en compte les besoins et les droits des hommes et des personnes trans travailleurSEs du sexe dans différentes réunions internationales et discussions politiques qui se concentrent sur ces populations.

Les besoins et les droits des travailleurSEs du sexe vivant avec le VIH et le lancement de NSWP +

Le Chargé de mission responsable de "travail du sexe et VIH" fût employé en juin 2012 pour travailler sur les domaines de priorité concernant les besoins et les droits des travailleurSEs du sexe qui vivent avec le VIH, l'accès aux traitements et le dépistage du VIH et des IST chez les travailleurSEs du sexe. Ils/ elles ont participé au *Sex Worker Freedom Festival* et ont, ensemble, facilité les ateliers qui avaient lieu chaque jour spécifiquement élaborés pour les travailleurSEs du sexe qui vivent avec le VIH. Ces ateliers se sont concentrés sur un éventail de thèmes tels que la consultation sur les besoins et les droits des travailleurSEs du sexe qui vivent avec le VIH, l'accès inégal aux traitements, atteindre une qualité maximale pour les traitements, et l'inclusion de l'opinion des travailleurSEs du sexe dans les discussions sur le dépistage et le traitement du VIH et des IST. Environ vingt personnes vivant avec le VIH se sont retrouvées pour discuter de ce qui pose problème dans leur vie en tant que personnes séropositives.

Au cours de ces quatre jours de réunions, un sentiment de colère et de frustration s'est développé concernant notamment : les pratiques abusives de dépistage, le fichage obligatoire des travailleurSEs du sexe qui vivent avec le VIH, le manque d'espaces protégés de soin et de soutien, l'accès inégal aux traitements, la stérilisation et les interruptions de grossesses forcées/ coercitives, une stigmatisation plus grande des travailleurSEs du sexe séropositives qui continuent à travailler, le manque d'accès aux thérapies antirétrovirales et le nombre de travailleurSEs du sexe et de personnes vivant avec le VIH qui sont mortes à cause des conséquences des accords de libre échange et des droits sur la propriété intellectuelle. C'est durant ces sessions que les travailleurSEs du sexe séropositives se sont retrouvées dans la colère et la solidarité pour exiger que soient reconnues leurs expériences et leurs opinions dans les conversations qui les concernent directement. Il fût décidé qu'une nouvelle plateforme dédiée à la lutte pour les droits des travailleurSEs du sexe séropositives était nécessaire et s'en ai suivi la création du [NSWP+](#).

Le NSWP+ est une plateforme pour ceux et celles qui veulent défendre les droits des travailleurSEs du sexe qui vivent avec le VIH et dont l'objectif est de partager les informations et de communiquer les exigences et les besoins des travailleurSEs du sexe vivant avec le VIH. Ces exigences initiales sont les suivantes :

Les exigences du NSWP+ :

- Nous exigeons le **droit de pouvoir travailler dans tous les secteurs**, y compris en tant que travailleurSEs du sexe ou dans quelconque secteur de l'industrie du sexe !

- Nous exigeons de **ne pas être les derniers dans la file de l'accès au traitement** ou qu'on nous refuse le traitement parce que nous sommes des travailleurSEs du sexe, et cela s'étend à nos enfants et nos familles !
- Nous exigeons que le **traitement soit adapté au patient** et non pas que le patient ait à se contenter des médicaments disponibles !
- Nous exigeons de **ne pas servir de cobayes** pour des essais cliniques sans notre consentement et sans avoir accès aux informations nécessaires pour prendre cette décision !
- Nous exigeons des diagnostics et **des antirétroviraux plus efficaces et à prix abordable !**
- Nous exigeons que **les entreprises pharmaceutiques de l'Ouest arrêtent d'essayer de nous tuer** par leurs attaques sur les droits des pays en voie de développement de produire, d'exporter et d'importer des antirétroviraux génériques !
- Nous exigeons d'**être incluEs dans le mouvement militant pour les traitements**, nos voix aussi sont importantes !
- Nous exigeons d'avoir **accès aux informations** qui nous permettent de participer à la campagne contre les accords de libre échange et les droits de propriété intellectuelle !
- Nous exigeons de **pouvoir participer** à toutes les discussions sur les politiques et les programmes concernant le VIH pour les travailleurSEs du sexe !

EN TANT QUE TRAVAILLEUR/-EUSES DU SEXE, NOUS EXIGEONS LE DROIT D'ETRE MAGNIFIQUES !!!

Après le SWFF, ce Chargé de mission a passé quatre mois à Bangkok à travailler avec le Réseau Asie-Pacifique des travailleurSEs du sexe (APNSW). Le temps passé là-bas fût utilisé pour mener des consultations en face à face avec des travailleurSEs du sexe séropositives et pour se mettre en relation avec d'autres réseaux basés dans la région qui travaillent aussi sur les problèmes liés à l'accès aux traitements. Cela permit d'élargir la base de connaissance concernant les travailleurSEs du sexe vivant avec le VIH et ces expériences et ces besoins ont servi à mettre en place un futur plan de travail pour le rôle du Chargé de mission. Les principaux domaines identifiés qui requièrent plus de travail sont : un meilleur accès, plus facile, à l'information pour les travailleurSEs du sexe qui vivent avec le VIH ; un plus grand partage de l'information relativement aux besoins des travailleurSEs du sexe en s'assurant que ces expériences soient reconnues dans tous les forums (y compris les autres communautés de personnes vivant avec le VIH dont les travailleurSEs du sexe se sentent souvent excluEs) ; et le besoin d'inclure l'expérience d'expertEs des travailleurSEs du sexe séropositives dans les consultations sur les technologies et les pratiques de traitement. Après avoir consulté les membres régionaux à propos du développement du Réseau Asie-Pacifique des travailleurSEs du sexe séropositives (APNSW+), le Chargé de mission a ensuite travaillé avec les membres de l'Alliance des travailleurSEs du sexe d'Afrique (ASWA) à Nairobi pour développer l'Alliance des travailleurSEs du sexe séropositives d'Afrique (ASWA+). Notamment il a fallut fournir une assistance technique pour le développement d'une stratégie de plaidoyer pour ASWA+ et aider à la négociation de principes fondateurs pour la plateforme qui soient conformes avec les exigences initiales établies par le NSWP+.

Le NSWP en 2012 : Objectifs et activités

Objectif : S'organiser et développer plus avant les accomplissements du NSWP en tant que réseau mondial luttant pour la réalisation des droits humains des travailleurSEs du sexe

Pour développer les accomplissements du NSWP en tant que mouvement mondial pour les droits des travailleurSEs du sexe, les activités de 2011 qui avaient contribué à renforcer le réseau ont été continuées en 2012.

Le Secrétariat mondial du NSWP à Edimbourg a continué à offrir un environnement de travail positif pour la Coordinatrice mondiale, le/ la Chef de bureau et le/ la Responsable chargé de mission qui ont été rejoint par le Chargé de mission au niveau mondial pour le plaidoyer et les campagnes en juillet 2012. Le Secrétariat a continué à servir de centre de communication, à informer ses membres des activités qui ont lieu dans le monde et à demander aux organisations membres de présenter leurs candidatures pour les évènements à la fois régionaux et internationaux par l'intermédiaire des réseaux régionaux. Pendant l'année 2012, le NSWP a continué à travailler avec ses consultantEs pour la traduction, le développement des sites web, les corrections/ relectures et le graphisme. Le centre des ressources et des archives établi au sein du Secrétariat mondial en 2011 a été développé en 2012 et sont ajoutés à ces archives les ressources et les documents électroniques (et aussi sous forme de copies papier) que les membres continuent d'envoyer. Le NSWP compte maintenant plus de 150 membres répartis dans les cinq régions, et continue d'organiser et de modérer les listes électroniques internationales et régionales qui permettent à ses membres de partager informations et expériences et de se soutenir les uns les autres. La section du site web du NSWP accessible au public a bien fonctionné (le nombre de visiteurs augmente chaque année) ainsi que les plateformes de médias sociaux tels que Facebook et Twitter qui sont aussi utilisés pour partager l'information, les opinions et faire la promotion des évènements en lien avec le travail du sexe. Le nombre de membres sur Facebook est passé à 1 455 et 4 490 personnes suivent la page Twitter du NSWP, et ces plateformes sont de plus en plus utilisées pour se mettre en relation avec les membres du NSWP et ses alliés.

En 2011, le NSWP a demandé que soient rédigés [quatre documents d'information](#) qui traiteraient de : *Les nouvelles technologies de prévention et leurs implications pour les travailleurSEs du sexe ; la criminalisation des clients ; le travail du sexe n'est pas synonyme de traite humaine ; et le PEPFAR et le travail du sexe.* Ces documents d'information ont tous été finis en 2012, traduits dans les cinq langues du NSWP (Anglais, Français, Russe, Espagnol et Chinois) et rendus public en juillet pendant le *Sex Worker Freedom Festival*. Les traductions chinoise, russe et espagnole ainsi que la version anglaise imprimée de la publication [Making Sex Work Safe](#) ont aussi été lancées et distribuées aux participantEs pour ramener dans leurs réseaux respectifs

Objectif : Renforcer la capacité des réseaux et des organisations dirigés par des travailleurSEs du sexe et soutenir les leaders des travailleurSEs du sexe émergents

Dans la continuité de 2011, un des objectifs du NSWP pour l'année 2012 était de renforcer la capacité des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe dans tout le réseau. Cela est primordial pour s'assurer que le mouvement mondial pour les droits des travailleurSEs du sexe puisse répondre aux abus des droits humains des travailleurSEs du sexe au niveau national, régional et international, et

prendre part aux politiques qui concernent les travailleurSEs du sexe pour les influencer de façon significative.

En 2012 il était prioritaire de créer des liens plus forts entre l'Alliance des travailleurSEs du sexe d'Afrique et le Réseau Africain francophone en encourageant les leaders des travailleurSEs du sexe émergents à s'impliquer dans les consultations mondiales et en encourageant ces deux sous-régions à participer au *Sex Workers Freedom Festival*. De plus, un échange sud-sud entre 4 pays africains et des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe d'Inde fût approuvé par le Comité de direction de l'Alliance des travailleurSEs du sexe d'Afrique (ASWA) ; le premier échange devant prendre part en juillet 2012 après le *Sex Worker Freedom Festival*. La Coordinatrice mondiale du NSWP continua à apporter son soutien aux membres du Comité de direction d'ASWA pour ce qui est du développement organisationnel et de la gouvernance et a aussi pris part à la réunion de planification d'ASWA de novembre 2012. ASWA continue d'avancer vers l'indépendance sous la direction d'un [Coordinateur régional](#) récemment nommé.

Le NSWP a continué d'encadrer et de développer le leadership des travailleurSEs du sexe en encourageant la participation aux réunions et en contribuant à un certain nombre d'autres événements internationaux. En décembre 2012, dans le cadre de leur travail pour *Bridging the Gaps*, la Coalition internationale pour la préparation au traitement (ITPC) organisa une réunion de personnes vivant avec le VIH et issues de populations clés affectées. La réunion se tenait à Nairobi au Kenya à laquelle ont été invitéEs quatre travailleurSEs du sexe de toute la région panafricaine. Le NSWP a apporté son soutien durant cette première réunion (quatre autres réunions ont suivi dans les autres réseaux avec des critères de participation et un ordre du jour similaires) en envoyant le Chargé de mission (au niveau mondial) du NSWP dont le travail se concentre sur les besoins et les droits des travailleurSEs du sexe qui vivent avec le VIH. Le Chargé de mission a travaillé aux côtés des travailleurSEs du sexe africainEs pour représenter les expériences et les voix des travailleurSEs du sexe en tant que population clé affectée et pour faciliter le renforcement des capacités des participantEs travailleurSEs du sexe africaines, d'abord à développer leurs connaissances des traitements, des accords de libre échange et d'autres obstacles à l'accès aux traitements, de la santé, des mécanismes de financements pour le VIH, des droits humains et du VIH et puis à développer un plan de plaidoyer pour contester les mauvaises pratiques des programmes VIH chez les travailleurSEs du sexe. Le Chargé de mission s'est assuré que l'ITPC reçoive un retour d'information efficace pour que puissent en bénéficier les futures formations des populations clés affectées sur ces thèmes, ce qui permet que les travailleurSEs du sexe puissent profiter de façon significative des programmes de formation de l'ITPC et ainsi développer leurs capacités. Cela a permis aux travailleurSEs du sexe de bénéficier pleinement des réunions régionales organisées par l'ITPC dans les cinq régions au cours de l'année.

Le NSWP et le Réseau Asie-Pacifique des travailleurSEs du sexe (APNSW) ont soutenu une délégation de 34 travailleurSEs du sexe qui participèrent au forum de l'Association pour les droits des femmes et le développement (AWID) à Istanbul en avril 2012, en organisant une pré-réunion et une zone de réseautage. Durant le forum, la présidente du APNSW, Kaythi Win, a fait un discours pendant lequel

80% du public s'est levé en soutien aux travailleurSEs du sexe ce qui a contribué à renforcer la coopération naissante entre les femmes et le mouvement pour les travailleurSEs du sexe. On peut trouver la vidéo et le texte de ce discours [ici](#):

Diffuser des exemples de bonnes pratiques fait partie intégrante du soutien à la capacité des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe. Dans cet objectif, le FNUAP continue de financer un bulletin trimestriel sur le travail du sexe, le *Sex Work Digest*, qui publie régulièrement pour les membres du NSWP des résumés des nouvelles politiques internationales, régionales et nationales, des débats, des crises, de l'actualité et des publications récentes. Le NSWP a aussi commencé à publier occasionnellement une nouvelle série, *Documenting Good Practice*, qui donne aux militantEs un aperçu global et met l'accent sur les exemples de bonne pratique développés par les organisations dirigées par les travailleurSEs du sexe. L'objectif de cette publication est le partage des connaissances pour que les organisations membres puissent adapter les outils de plaidoyer et les appliquer spécifiquement à leur propre localité ou au niveau national. Le premier numéro s'est concentré sur les initiatives prises par les travailleurSEs du sexe pour aborder la question des violences faites aux travailleurSEs du sexe. Ces deux publications sont diffusées largement à tous les membres du NSWP et sont aussi rendues publique sur notre site web.

Objectif : Promouvoir les droits ainsi que les politiques fondées sur les faits et les programmes qui concernent les travailleurSEs du sexe.

Le NSWP a continué à participer aux forums et aux dialogues importants en relation avec les programmes sur le VIH qui concernent les travailleurSEs du sexe en tant que population clé affectée. Il s'agit d'un processus délicat et difficile mais qui est cependant extrêmement important pour garantir que les expériences de vie des travailleurSEs du sexe soient prises en considération.

Le Groupe consultatif de l'ONUSIDA sur le VIH et le travail du sexe : Ce groupe fût co-présidé par le NSWP et l'ONUSIDA pour conseiller et apporter son soutien à l'ONUSIDA (secrétariat et coparrainants) en prenant comme perspective les principes des droits humains, les meilleures informations disponibles et les expériences vécues des travailleurSEs du sexe. Le Groupe consultatif a développé les mises à jour apportées à la Note d'orientation de l'ONUSIDA sur le VIH et le travail du sexe qui fût publiée par l'ONUSIDA de manière intégrée avec les quatre annexes développées par le Groupe consultatif. En mai 2012, à la suite d'une restructuration de l'ONUSIDA, il fût annoncé que le Groupe consultatif suivrait la Conférence internationale sur le sida. On peut voir la version finale du document [ici](#).

Le cadre d'investissement stratégique de l'ONUSIDA : Le NSWP a participé à des discussions en cours avec l'ONUSIDA et la société civile concernant la mise en œuvre du cadre d'investissement et a soutenu la participation des travailleurSEs du sexe dans les consultations au niveau régional et international. Le NSWP soutient les principes fondamentaux contenus dans le cadre d'investissement mais s'inquiète des hypothèses prises en considérations pour l'amélioration des programmes VIH destinés aux travailleurSEs du sexe. Le NSWP continue à suivre de près ce cadre d'investissement.

Le Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA en 2012 : La Coordinatrice mondiale était présente en tant qu'observatrice des ONG à la réunion du 30ème Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA en juin 2012. Le NSWP continuera à encourager les travailleurSEs du sexe à présenter leur candidature à la délégation du Conseil de coordination du programme de l'ONG et continuera à encadrer et à soutenir ceux et celles qui souhaitent participer en tant que délégués régionaux de l'ONG. Le NSWP a soutenu le rapport de l'ONG qui recommande en détail de décriminaliser les populations clés et la transmission du VIH, et cela alors que le travail du sexe est encore un des débats les plus houleux. Durant la réunion du Conseil de coordination du programme en décembre 2012, lors de la session sur l'emploi dont la thématique était la non-discrimination, le NSWP a présenté quelles sont les pratiques discriminatoires dans le monde ainsi que les réponses et les objections des travailleurSEs du sexe.

Compte rendu de la Banque mondiale sur l'épidémie mondiale du VIH chez les travailleurSEs du sexe : Épidémiologie, prévention, accès au soin, coûts et droits humains : Le NSWP a accueilli favorablement et soutenu les recommandations du rapport de la Banque mondiale mais regrette beaucoup que, faisant partie du Groupe technique consultatif, nous n'ayons pas pu approuver ce rapport tel quel. Nous continuons à demander que plus de travail et d'analyses soient faits qui feront apparaître quels sont vraiment les avantages en termes de coûts des programmes dirigés par des travailleurSEs du sexe. Nous croyons fermement qu'un tel document est nécessaire et pourrait être un outil de plaidoyer très utile pour la mobilisation des ressources, mais nous croyons également fermement que les estimations des coûts sont fondamentalement fausses et restent contre-productives et même potentiellement dommageables. Le document ne dit également rien de l'impact des barrières structurelles, conséquences de la criminalisation et autres oppressions judiciaires du travail du sexe, et de l'impact négatif que les cadres légaux ont sur les programmes VIH qui tentent de responsabiliser les communautés.

La réunion de l'Open Society Foundations sur la décriminalisation : En novembre 2012 à Sydney, l'Open Society Foundations a arrangé une réunion organisée par la Scarlett Alliance. Le/ la Chargé de mission du NSWP était présentE lors de la réunion pour discuter des approches pragmatiques à la réforme législative et pour partager les expériences de différentes organisations dans le monde qui luttent de façon individuelle ou collective contre les lois qui ont un impact négatif sur les vies des travailleurSEs du sexe.

Les directives de l'OMS pour les travailleurSEs du sexe : Le NSWP a continué à travailler avec l'OMS sur le développement des directives concernant la « [Prévention et traitement du VIH et d'autres infections sexuellement transmissibles chez les travailleurSEs du sexe dans les pays à faibles ou moyens revenus: Recommandations pour une approche axée sur la santé publique](#) » qui ont finalement été approuvées en octobre 2012. Les directives ont été publiées en décembre 2012 et sont un projet développé conjointement par l'OMS, l'ONUSIDA, le FNUAP et le NSWP. Le rapport contient à la fois des recommandations de bonnes pratiques basées sur des principes moraux et sur les droits humains et des recommandations techniques basées sur les faits et étayées par des preuves scientifiques et AUCSI les expériences de vie des travailleurSEs du sexe dans le monde entier par l'intermédiaire d'une étude qualitative des valeurs et des préférences des travailleurSEs du sexe

relativement aux interventions en question. Le NSWP a accueilli de manière particulièrement favorable les recommandations qui stipulent que les gouvernements doivent œuvrer pour la décriminalisation du travail du sexe et mettre fin à l'application des lois non pénales et des réglementations contre les travailleurSEs du sexe qui les rendent plus vulnérables au VIH et aux IST. Nous avons aussi accueilli de manière favorable les recommandations qui stipulent que les programmes de prévention et de traitement du VIH doivent inclure des interventions qui motivent la prise de responsabilité au sein des travailleurSEs du sexe et que ces interventions soient dirigées par des travailleurSEs du sexe, et la recommandation conditionnelle explicite énoncée dans le document qui redéfinit l'utilisation éthique du traitement présomptif périodique pour les travailleurSEs du sexe. Elle prévoit que le traitement présomptif périodique ne devrait être utilisé qu'en cas d'urgence et à court terme sous les plus strictes conditions et accompagné du développement de services de santé sexuelle complets et aussi que le traitement présomptif périodique ne doit être proposé que si sa prise est volontaire et non pas imposée dans le cadre d'un régime de santé publique coercitif ou obligatoire.

LE NSWP ET SES PARTENARIATS : POUR UNE AVANCEE DES DROITS DES TRAVAILLEUR-/EUSES DU SEXE

Le NSWP continue d'investir dans des partenariats efficaces pour améliorer la santé et les droits des travailleurSEs du sexe. Quelques-uns de ces partenariats sont mentionnés ci-dessous.

La Coalition pour les enfants touchés par le sida : Le NSWP a continué de travailler sur le développement de directives pour celles et ceux qui travaillent dans le soin et l'accompagnement avec des populations clés pour encourager une approche respectueuse des droits et qui protège non seulement les droits des enfants mais aussi les droits des parents.

FreeSpaceProcess: Le NSWP a continué à travailler avec *FreeSpaceProcess*¹ et la Coordinatrice mondiale est membre du groupe de travail du *Robert Carr Civil Society Network Fund* qui a mis en place un nouveau mécanisme de financement pour les réseaux VIH régionaux et internationaux.

La Fédération internationale de planification familiale (IPPF) : Le NSWP a signé un protocole d'accord avec l'IPPF pour soutenir et améliorer le travail de leurs associations membres avec les travailleurSEs du sexe et continuera à travailler en collaboration avec l'IPPF pour mettre en relation des groupes de travailleurSEs du sexe avec des associations membres locales.

Le Red Umbrella Fund : Le NSWP a continué à travailler avec des donateurs pour mettre en place un nouveau mécanisme de financement qui soutiennent les organisations de travailleurSEs du sexe dans leur plaidoyer pour les droits humains. *Le Red Umbrella Fund* a été lancé en avril 2012 durant le forum de l'Association pour les droits des femmes et le développement (AWID) et une première série de subvention fût approuvée en décembre 2012.

Le Réseaux mondial des populations clés : Le NSWP a continué à forger des alliances fortes avec d'autres réseaux mondiaux de populations clés tels que le Forum mondial sur les HSH et le VIH (MSMGF) et le Réseau international des usagers de drogues (INPUD). Le NSWP a aussi développé de

¹ L'Alliance œcuménique « Agir ensemble » (EAA), le Réseau mondial pour et par les personnes vivant avec le VIH (GNP+), l'Alliance internationale contre le VIH/SIDA, le Conseil international des ONG de lutte contre le sida (ICASO), l'*International Civil Society Support* (ICSS), la Communauté internationale des femmes vivant avec le VIH (ICW), le Réseau international des usagers de drogues (INPUD), la Coalition internationale pour la préparation au traitement (ITPC), le Forum mondial sur les HSH et le VIH (MSMGF), le NSWP et *World Aids Campaign*

fortes relations de travail avec GNP+ et l'ITPC pour s'assurer que les travailleurSEs du sexe soient intégrés dans le travail des deux réseaux et pour renforcer le travail du NSWP en ce qui concerne les travailleurSEs du sexe qui vivent avec le VIH et le militantisme pour les traitements.

Envisager 2013

En plus du travail constant effectué pour atteindre les trois objectifs principaux du NSWP, le conseil d'administration identifie chaque année des domaines de priorité supplémentaires pour le développement d'outils de plaidoyer (si les ressources le permettent), tels que des documents d'information et des déclarations de consensus au niveau international et régional, qui soutiennent la lutte des membres pour la reconnaissance des droits des travailleurSEs du sexe et des programmes qui soient respectueux des droits.

Les priorités identifiées pour 2013-14 sont ;

- Les besoins et les droits des travailleurSEs du sexe vivant avec le VIH (développer plus avant le site web et les forums du NSWP+)
- Un accès universel au dépistage du VIH et des IST qui soit respectueux des droits et accès aux traitements nécessaires pour les travailleurSEs du sexe de tous genres
- Le travail du sexe et la loi : contester la criminalisation des clients
- Participation significative d'organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe dans la mise en place et le développement du nouveau modèle de financement du Fonds Mondial
- Construire des alliances et travailler avec le mouvement des femmes et les chefs religieux pour mettre en place une réponse au travail du sexe qui soit respectueuse des droits humains
- Comprendre et investir dans la mobilisation communautaire

Résumé des finances de 2012

Revenus pour 2012

Les revenus totaux pour 2012 s'élèvent à £571 659

Le NSWP voudrait remercier les donateurs suivants pour leur soutien financier pendant l'année 2012.

- *Bridging the Gaps* (Fonds mondial)
- HIVOS
- *L'Open Society Foundation*: Programme pour la santé sexuelle et les droits
- Le FNUAP
- Le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas
- *L'International Planned Parenthood Federation*

- La Société internationale sur le SIDA

Dépenses pour 2012

Dépenses	£
Personnel et professionnel	210,113
Transport et réunions (personnel et bénéficiaires, y compris les frais des participants à la Conférence internationale sur le sida)	266,169
Coûts de fonctionnement	76 966
Total	553 248